

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats
Maison de l'Avocat
2A, Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg

Luxembourg, le

Monsieur le Bâtonnier,

Je soussigné(é)

ai l'honneur de demander mon admission à la prestation de serment d'avocat et à l'inscription sur la liste IV au tableau de l'Ordre des avocats de Luxembourg comme

Avocat exerçant sous son titre professionnel d'origine

A l'appui de ma demande, vous trouverez ci-joint à ce courrier le formulaire correspondant ainsi que les pièces demandées.

Dans l'espoir que vous ferez droit à ma demande, je vous prie d'agréer, Monsieur le Bâtonnier, l'expression de mes sentiments très distingués.

.....
Signature

**Demande d'inscription comme avocat européen à l'Ordre des
Avocats du barreau de Luxembourg conformément à la loi du 13
novembre 2002 portant transcription de la directive
Etablissement 98/5/CE du 16 février 1998**

En vertu des articles 3 de la loi du 13 novembre 2002 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise, et l'article 9.1 du Règlement Intérieur de l'Ordre du Barreau, veuillez remplir les informations ci-dessous.

Informations Personnelles (tous les champs doivent être remplis)

NOM	<input type="text"/>	Prénoms	<input type="text"/>
Titre professionnel dans le pays d'origine		<input type="text"/>	
Date de naissance	<input type="text"/>	Lieu de naissance	<input type="text"/>
Sexe	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	Nationalité	<input type="text"/>
Adresse privée :			
N° Rue			
Code postal Ville Pays			
N° de GSM Adresse mail			

Informations relatives à la pratique de la profession (tous les champs doivent être remplis)

Mode d'exercice au Luxembourg :	<input type="checkbox"/> Individuel	<input type="checkbox"/> Collaborateur	<input type="checkbox"/> Salarié	<input type="checkbox"/> Associé

Nom de l'association / du cabinet au Luxembourg	<input type="text"/>			
Adresse principale de l'association / du cabinet situé au Luxembourg				
N° Rue				
Code postal Ville Pays				
N° de tél. professionnel N° de fax				
Adresse mail professionnelle attitrée.....				
ATTENTION : Si une même adresse est renseignée pour l'association / cabinet au Luxembourg et votre résidence personnelle, un descriptif des locaux prouvant la séparation entre l'usage privé et l'usage professionnel, le respect de la déontologie, des règles d'infrastructure et du maintien du secret professionnel , est nécessaire. De même, une ligne fixe professionnelle différente de la ligne personnelle sera demandée. Vous êtes priés de vous reporter à la Circulaire n°1 2023-2024 relative à l'infrastructure matérielle et immatérielle des études , pour vous assurer de la conformité des locaux envisagés pour votre étude.				

Nom de l'association / du cabinet
dans l'Etat membre d'origine

Adresse principale de l'association / du cabinet situé dans l'Etat membre d'origine

N° Rue

Code postal Ville Pays

N° de tél. professionnel N° de fax

Adresse mail professionnelle attitrée.....

Informations relatives au barreau d'origine

Nom et adresse du barreau ou de la juridiction compétente auprès de laquelle vous êtes admis.

S'il y en a plus d'un, veuillez donner le nom et l'adresse de chacun.

Veuillez utiliser une feuille complémentaire si nécessaire.

1		2	
	<input type="text"/>		<input type="text"/>
	<input type="text"/>		<input type="text"/>
	<input type="text"/>		<input type="text"/>
	<input type="text"/>		<input type="text"/>
	<input type="text"/>		<input type="text"/>
	<input type="text"/>		<input type="text"/>
	<input type="text"/>		<input type="text"/>
	<input type="text"/>		<input type="text"/>

Date d'admission

Date d'admission

Avez-vous terminé votre stage ? Oui Non

Etes-vous actuellement autorisé à exercer la profession dans le ou les barreaux dont vous êtes membre ? Oui Non

Une attestation de ce ou de ces barreaux est-elle annexée ? Oui Non

Etes-vous actuellement couvert par une police d'assurance responsabilité professionnelle ? Oui Non

Dans l'affirmative, **veuillez fournir toutes informations à ce sujet**, y compris les **conditions et l'étendue de la couverture**, sur une feuille complémentaire, avec **l'attestation afférente**.

Demande antérieure

Avez-vous antérieurement introduit une demande d'inscription :

Dans notre barreau ?

Oui

Non

Dans un autre barreau ?

Oui

Non

Si la réponse est **affirmative**, dans quel(s) barreau(x) :

Si vous avez répondu **affirmativement** à chaque question, vous devez donner des **informations complètes sur une feuille séparée comprenant les informations relatives aux acceptations ou refus.**

Données d'ordre déontologique

Une procédure disciplinaire a-t-elle été intentée contre vous devant un tribunal ou une chambre disciplinaire bien qu'aucune décision n'ait à ce jour été rendue ?

OUI

NON

Avez-vous déjà fait l'objet d'une sanction disciplinaire ?

OUI

NON

Si oui, laquelle :

.....

Avez-vous jamais fait l'objet d'une procédure de faillite ou de liquidation personnelle ou autre procédure collective ?

OUI

NON

Si oui, laquelle :

A ce formulaire, est **nécessaire de joindre** :

1. Une **copie** de la carte d'identité / passeport en cours de validité ;
Attention : Selon l'art. 4 de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles, ne peuvent être admis que :
 - Les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, et
 - Les ressortissants d'Etats qui, en vertu d'un accord en vigueur au Luxembourg, bénéficient d'une extension à leur égard de l'application de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que modifiée par la Directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013.
2. Un extrait **original datant de moins de 3 mois** du casier judiciaire du **pays du Barreau d'origine** ;
3. Un extrait **original datant de moins de 3 mois** du casier judiciaire du **Luxembourg** ;
4. Une **attestation d'inscription originale de moins de 3 mois** de votre / vos **barreau(x) d'origine**, renseignant vos antécédents disciplinaires ;
5. Une **attestation originale** d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau d'origine ;
6. Une **traduction assermentée en langue française, allemande ou anglaise** de votre / vos attestations du / des Barreau(x) d'origine s'il n'est pas originalement dans une de ces langues ;
7. Une **Attestation¹ sur l'honneur signée par le(s) associé(s)**, affirmant que votre infrastructure est en conformité avec la [Circulaire n°1 2023-2024 relative à l'infrastructure matérielle et immatérielle des études](#) ;
8. Une **attestation de paiement** de la cotisation d'un montant de **1.760€** (voir ci-dessous).

La cotisation, y inclus l'assurance professionnelle, pour l'année judiciaire **2023/2024**, d'un montant de **1.760 €** est payable au compte suivant :

BENEFICIAIRE: BARREAU DE LUXEMBOURG
ADRESSE : Maison de l'Avocat, 2A Boulevard Joseph II L-1840 LUXEMBOURG
IBAN: LU64 0080 3332 3430 2004
CODE BIC/SWIFT : BLUXLULL
COMMUNICATION* (nom de l'avocat) (prénom de l'avocat) (liste IV)
**lors du versement il est impératif d'indiquer ces données*

Veuillez renvoyer le présent formulaire avec quittance du paiement à l'adresse suivante :

Maison de l'Avocat
à l'attention de Monsieur le Bâtonnier
2A Boulevard Joseph II, L – 1840 LUXEMBOURG

¹ Si vous rejoignez une étude en tant qu'avocat indépendant, domicilié en l'étude rejointe OU si vous créez votre propre étude personnelle.

Déclaration

Je déclare que l'information figurant dans le présent formulaire est complète et correcte à la date de la demande.
Je m'engage à informer le barreau immédiatement de tout changement significatif dans l'information fournie dans le présent formulaire qui pourrait se produire entre la date d'aujourd'hui et la décision relative à mon inscription.
Je m'engage à respecter les règles déontologiques du barreau de Luxembourg pendant la période de mon inscription et je marque mon accord pour que le barreau d'origine et le barreau d'accueil puissent librement échanger toute information pertinente relative à mes activités professionnelles.

Signature : _____ Date : _____

Nom : _____

NB : Cette déclaration doit être dûment signée et datée. Si certaines informations ont été omises dans le formulaire (ou sont apparemment incorrectes) celui-ci vous sera renvoyé et votre inscription sera retardée.

ATTESTATION DU BARREAU D'ORIGINE

Je soussigné(e) ,
(personne autorisée au nom de l'autorité compétente dans l'Etat membre d'origine)

certifie par la présente que
(nom du demandeur)

(dénomination et adresse du cabinet demandeur)
.....
.....

est inscrit(e) comme
(titre professionnel dans l'Etat membre d'origine)

auprès de
(autorité compétente dans l'Etat membre d'origine)

et est autorisé(e) à pratiquer comme
(titre professionnel dans l'Etat membre d'origine)

Dossier disciplinaire

Procédure terminée

<u>Date</u>	<u>Nature de l'infraction</u>	<u>Sanction</u>
-------------	-------------------------------	-----------------

Veillez indiquer si les procédures disciplinaires ne peuvent plus être évoquées dans votre pays (par exemple après l'écoulement d'un certain laps de temps) : dans le cas de l'affirmative, veuillez donner plus de détails en annexe :

Procédure en cours

(veuillez décrire)

Signature Date
(personne autorisée par l'autorité compétente dans l'Etat membre d'origine)

Statut du signataire

Adresse du signataire dans l'Etat membre d'origine

Inscription au Tableau de l'Ordre

L'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (ci-après l' « **Ordre** »), en qualité de responsable de traitement, est amené à collecter et à traiter des données à caractère personnel ayant, notamment, pour finalité l'administration de l'ordre et notamment la tenue du tableau des avocats, les devoirs requis par l'assistance judiciaire, la taxation des honoraires et des frais des avocats, la rédaction des avis en matière de législation et de justice, et plus généralement l'examen de toutes les questions intéressant l'exercice de la profession et la défense des droits des avocats.

La collecte des données est limitée aux informations nécessaires à l'accomplissement de ces finalités. Les données obligatoires sont indiquées comme telles dans les formulaires de collecte. Ces données sont destinées à toutes les personnes habilitées de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg ainsi qu'au sein du Ministère de la Justice. Les données sont conservées pour une durée de 60 ans et seront enregistrées et sécurisées dans un fichier informatisé (cloud sécurisé) géré par POST Luxembourg sise à 20, rue de Reims à Luxembourg, Luxembourg.

La base légale du traitement constitue l'article 18 de la Loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Annuaire des Avocats

Votre nom, prénom, adresse électronique professionnelle et votre numéro de téléphone professionnel seront en outre, publiés sur notre site internet sous la rubrique "Annuaire des Avocats" (<https://www.barreau.lu/votre-avocat/annuaire-des-avocats>) dans l'intérêt public de permettre au public la vérification de l'inscription réelle de l'avocat concerné au Tableau de l'Ordre. Ces données sont conservées jusqu'à la fin de votre activité.

Vos Droits

Vous avez le droit d'obtenir de l'Ordre la confirmation que des données à caractère personnel vous concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès aux dites données à caractère personnel ainsi que les informations suivantes :

- les catégories des données personnelles collectées et traitées ;
- les finalités de leur traitement ;
- les catégories des destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été communiquées ou sont susceptibles d'être communiquées ;
- la durée de conservation des données à caractère personnel;
- des informations concernant vos droits à l'égard de vos données à caractère personnel.

Droit d'opposition

Vous pouvez vous opposer, pour des motifs légitimes, à tout traitement de vos données à caractère personnel. Ainsi, l'Ordre ne traitera plus vos données personnelles, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

Droit de rectification

Vous disposez de la possibilité de demander à faire corriger vos données à caractère personnel si celles-ci se révèlent inexactes, incomplètes ou obsolètes.

Droit à l'oubli

En tant que titulaire de ce droit à l'oubli, vous pouvez demander l'effacement de ses données personnelles sur simple demande. Ce droit n'est toutefois pas absolu et peut par exemple se heurter à l'intérêt légitime du responsable du traitement – ou aux obligations légales dont ce dernier est soumis.

Droit à la limitation du traitement

Vous pouvez exiger de l'Ordre que soient, selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou effacées les données à caractère personnel la concernant, qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite.

Droit à la portabilité des données

Vous avez le droit de recevoir vos données à caractère personnel collectées ou traitées par l'Ordre dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement sans que l'Ordre auquel les données à caractère personnel ont été communiquées y fasse obstacle.

Qui contacter en cas de litige ou de question ?

Si vous avez des questions concernant la protection des données ou si vous souhaitez exercer vos droits, vous pouvez contacter l'Ordre en envoyant un mail à dpo@barreau.lu.

En cas de difficultés en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez aussi contacter la Commission nationale sur la protection des données sise à 1, avenue du Rock'n'Roll, L-4361, Esch-sur-Alzette.

Liens et informations utiles :

- Loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement Européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant:
 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés.
- Loi du 24 février 1984 sur le régime des langues <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1984/0016/a016.pdf#page=6>
- Règlement Intérieur de l'Ordre, disponible sur l'intranet du Barreau de l'Ordre